Opération Dougoukoloko : Les FAMa frappent des positions terroristes à Ménaka et Mopti

MALI
2000 Malikilé
L'information est l'oxygène des temps modernes JEUDI 20 Août 2026
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



20 août 2020 – 20 août 2026 : La Transition toujours à la croisée des chemins



Cumul au sommet de l'État : Dr Mahamadou Konaté appelle à la nomination d'un ministre de la Défense



Partenariat public-privé : Les cadres de la Primature outillés sur les nouveaux textes standards

Sommaire







UNE /

20 août 2020 – 20 août 2026 : La Transition toujours à la croisée des chemins — P 04

BRÈVES /

Coopération Canada-Mali : L'Ambassade renforce le dialogue avec ses partenaires — P 11

Gouvernance sécuritaire locale : Bamako mise sur une coopération renforcée — P 11

Revue stratégique de l'UNOWAS : Le Mali plaide pour un mandat adapté aux réalités sous-régionales — P 12

Sadiola : Quatre présumés cambrioleurs interpellés par la police — P 13

ACTUALITÉ /

Lutte contre la poliomyélite : Des journées locales de vaccination au service de chaque enfant — P 15

Opération Dougoukoloko : Les FAMa frappent des positions terroristes à Ménaka et Mopti — P 17

POLITIQUE /

Cumul au sommet de l'État : Dr Mahamadou Konaté appelle à la nomination d'un ministre de la Défense — P 19

Partenariat public-privé : Les cadres de la Primature outillés sur les nouveaux textes standards — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /

Culture au Mali : Des outils référentiels pour structurer et professionnaliser le secteur — P 24

INTERNATIONAL /

Sénégal : La saisine du Conseil constitutionnel relance la polémique sur le contrôle des fonds spéciaux — P 26

Mécanisation agricole : Le ministre Cheikhou Oumar Bâ exige des résultats concrets — P 27

SPORT /

FEMAFOOT : La convocation de la 53e AGO soulève une contestation juridique — P 29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

20 août 2020 – 20 août 2026 : La Transition toujours à la croisée des chemins



Six années se sont écoulées depuis le 20 août 2020, date qui a ouvert une nouvelle page de l'histoire politique du Mali. Six années d'espoirs, de promesses, de ruptures annoncées et de sacrifices consentis par une population qui aspirait à un État plus fort, plus juste et davantage attentif à ses préoccupations quotidiennes.

Il serait injuste d'affirmer que rien n'a été entrepris. Les autorités de la Transition ont incontestablement déployé d'importants efforts dans plusieurs domaines : renforcement des capacités de défense, affirmation de la souveraineté nationale, diversification des partenariats, réformes institutionnelles et reconquête progressive de certaines portions du territoire. Ces orientations ont mobilisé des ressources considérables et suscité, à certains moments, une réelle adhésion populaire.

Mais après six années d'exercice du pouvoir, le peuple malien attend toujours des résultats concrets, visibles et durables. Car un État ne se juge pas seulement à ses intentions, à ses discours ou à la grandeur des objectifs proclamés. Il se mesure avant tout à sa capacité à améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

Aujourd'hui, le Malien ordinaire demeure confronté à la cherté de la vie, au chômage, à la précarité, aux difficultés d'accès aux soins et à une école publique en quête de stabilité. Les délestages électriques fragilisent les ménages, étouffent les petites entreprises et compromettent toute véritable ambition d'industrialisation. Dans plusieurs localités, l'insécurité continue de limiter les déplacements, de perturber les activités économiques et d'entretenir l'angoisse des populations.

Dès lors, une question mérite d'être posée : les efforts de l'État sont-ils suffisamment concentrés sur les véritables urgences du pays ? Peut-être avons-nous consacré



trop d'énergie, de temps et de ressources à certains chantiers institutionnels, politiques ou symboliques, alors que le contribuable attend d'abord de pouvoir se nourrir, se soigner, travailler, scolariser ses enfants et vivre en sécurité.

La souveraineté, pour être pleinement comprise, acceptée et partagée, doit avoir une traduction sociale et économique. Elle doit permettre au paysan de produire davantage, au jeune diplômé de trouver un emploi, à la femme entrepreneure d'accéder au financement et aux entreprises de disposer d'une énergie fiable. Elle doit également garantir une justice indépendante, une administration efficace et une gestion transparente des deniers publics.

Le moment est donc venu de réorienter les énergies et les ressources publiques vers des investissements ayant un impact direct sur le quotidien des Maliens : agriculture, énergie, santé, éducation, emploi, infrastructures locales et soutien aux petites et moyennes entreprises. Chaque franc dépensé doit produire un résultat visible, mesurable et utile à la collectivité.

Cette réorientation doit surtout permettre de donner un contenu concret aux trois principes directeurs énoncés par le président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, pour conduire souverainement notre pays :

- le respect de la souveraineté du Mali ;
- le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires opérés par le pays ;
- la défense des intérêts vitaux du peuple malien dans toutes les décisions prises.

Ces principes ne doivent pas demeurer de simples références diplomatiques ou politiques. Ils doivent guider l'ensemble de l'action publique. Défendre les intérêts vitaux du peuple malien, c'est aussi lui garantir l'accès à l'électricité, à l'eau potable, aux soins de santé, à une éducation de qualité, à la justice, à l'emploi et à la sécurité. Respecter la souveraineté du Mali, c'est également renforcer sa capacité à produire, à transformer ses ressources et à réduire sa dépendance économique.

Après six ans, la Transition demeure à la croisée des chemins. Elle peut choisir de poursuivre une marche dont les effets tardent à parvenir jusqu'aux foyers ou engager un profond recentrage sur les besoins essentiels de la population.

La patience du peuple n'est pas un chèque en blanc. La Transition ne peut devenir son propre horizon. Elle doit désormais transformer les sacrifices consentis en résultats, les promesses en réalisations et la souveraineté proclamée en mieux-être partagé.

Moctar Sow

- PNUD MALI

Renforcer la gouvernance et rapprocher les services publics des citoyens

La Représentante Résidente du PNUD Mali, Evelyne Bamba, a rencontré aujourd'hui le Général de Brigade Issa Ousmane Coulibaly, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement.

Les échanges ont porté sur le renforcement du partenariat entre le PNUD et le MATD, notamment autour de la gouvernance, des réformes institutionnelles, de la décentralisation et de la transformation numérique des services publics.

Une ambition partagée : contribuer à une administration plus efficace, inclusive et proche des citoyens, au service des priorités de développement du Mali.



- SonecilGroup

Dirgahayu Indonesiaku Kita sudah merdeka

What's up, everyone? I hope you are all doing great

#sonecil

Dirgahayu Indonesiaku Nous avons déjà eu la liberté

Quoi de neuf, tout le monde ? J'espère que vous allez tous bien

#sonecil



- Ousmane Ly

Santé digitale : SANDI 2 en perspective

C'était un Honneur d'accueillir aujourd'hui M. Haoliang Xu, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Administrateur associé du PNUD, au CSCOM de Sikoroni Souraka Bougou, l'une des structures que nous avons digitalisées dans le cadre de l'initiative SANDI.

Porté par le PNUD Mali avec l'appui technique de l'OMS, SANDI réunit l'Université de Sherbrooke et l'ANTIM autour d'un même objectif : rapprocher la médecine des communautés les plus isolées. Sur le terrain, la délégation a pu constater comment le numérique transforme concrètement l'accès aux soins et renforce le système de santé malien.

M. Xu s'est dit impressionné par les résultats obtenus — ce qui laisse entrevoir une suite au projet. SANDI 2 se dessine.

Une démonstration réussie que l'innovation technologique, adossée à une collaboration durable UN

to UN entre le PNUD, l'OMS et le Gouvernement du Mali, est un levier majeur de développement.

Pour en savoir plus sur l'initiative : https://www.usherbrooke.ca/.../centre.../projets/sandi

#SantéDigitale #SANDI #PNUDMali #Innovation #ANTIM

https://youtu.be/pVkNMONImeg?si=dvjW6CoOpB1-iYiW

@Programme des Nations Unies pour le développement – PNUD · @PNUD Mali · @Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique – AFRO · @OMS Bureau de Bamako, Mali · @Gouvernement du Mali · @Ministère de la Santé et du Développement Social · @ANTIM · Dr Hammadoun DIA



- Point-G 24

Félicitations au #Professeur_Hamidou_Oumar_BÂ !

Une nouvelle étoile brille au sommet de la cardiologie ! Le Pr Hamidou Oumar BÂ franchit avec brio une étape majeure de sa carrière en accédant au grade suprême de Professeur Titulaire en Cardiologie.

Grand spécialiste de la santé cardiovasculaire, il incarne cette alliance précieuse entre précision clinique, passion pour la recherche et humanisme au lit du patient. Derrière chaque diagnostic et chaque prise en charge complexe, c'est l'empreinte d'un praticien dévoué et d'un bâtisseur de compétences qui se dessine.

Toujours à l'écoute des apprenants et soucieux de faire grandir la discipline, le Pr Bâ continue de façonner l'avenir de notre médecine avec exigence et générosité. Cette consécration du CAMES est la reconnaissance naturelle d'une vie dédiée à protéger des cœurs et à former ceux qui les soigneront demain.

Hommage vibrant au Maître pour cette belle victoire académique !

Point-G 24 la santé au coeur de nos informations

Télé Santé abonnez vous à nos platforme pour toutes les informations sur la santé

Maïgouss Textile le meilleur



- Présidence de la République du Mali

Koulouba | 18 août 2026 | #Diplomatie

SÉCURITÉ AU SAHEL : Le Président GOÏTA reçoit Mme Sahle-Work ZEWDE, Envoyée du Secré-

taire général des Nations Unies

Le Président de la Transition, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu en audience, ce mardi 18 août 2026, Mme Sahle-Work ZEWDE, ancienne Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la revue stratégique du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

Au cours de cette audience, qui s'est tenue en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Abdoulaye DIOP, ainsi que des représentants du Cabinet et du Secrétariat général de la Présidence de la République, Mme Sahle-Work ZEWDE a présenté les principaux objectifs de la mission qui lui a été confiée par les Nations Unies.

Cette revue vise, selon Mme Sahle-Work Zewde, à évaluer la mise en œuvre du mandat de l'UNOWAS dans les domaines de la prévention des conflits, des bons offices, de la diplomatie préventive et du partenariat avec les États de la sous-région. Elle permet également de recueillir les appréciations et recommandations des autorités de la Transition sur l'action et le rôle de l'UNOWAS, dans un contexte régional marqué par de profondes mutations en matière de paix, de sécurité et de coopération.

Dans ce cadre, Mme Sahle-Work Zewde mène des consultations auprès des différents acteurs de la région, notamment des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), du Sénégal et des autres États concernés par l'action de l'UNOWAS. Les conclusions issues de ces consultations seront consignées dans un rapport destiné au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Au cours des échanges, l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies a également évoqué les liens particuliers qu'elle entretient avec le Mali, notamment à la faveur de sa précédente mission diplomatique dans le pays en qualité d'Ambassadeur de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Elle a salué, à cette occasion, les évolutions enregistrées au Mali et l'importance du dialogue avec les autorités dans le cadre de cette revue.

Le Chef de l'État a pris acte des informations présentées et réaffirmé la disponibilité des autorités de la Transition à contribuer de manière constructive au processus de revue de l'UNOWAS. Il a souligné l'importance d'une démarche fondée sur l'écoute, le respect des réalités et des priorités des États de la région, ainsi que sur la recherche de solutions africaines aux défis auxquels le Sahel est confronté.

Cette audience intervient à la suite d'une session de travail et d'échanges entre Mme Sahle-Work ZEWDE et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Abdoulaye DIOP, en présence du ministre d'État, ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le Général de Corps d'Armée Ismaël WAGUE.



- Ambassade de France au Mali

La photographie malienne distinguée par l'Académie des Beaux-Arts, à travers le sacre de john Kalapo

Le photographe malien Moussa John Kalapo est lauréat du programme « Arts visuels » de l'Académie des Beaux-Arts de Paris . Sélectionné parmi des dizaines de candidats, cette distinction est le fruit de son brillant parcours entre le Mali et l'international.

Le programme permettra à l'artiste de bénéficier d'un atelier-logement pendant 10 de mois, d'une bourse de vie de l'Académie des beaux-arts, d'un soutien à la production, à la visibilité de la recherche et d'un accompagnement professionnel.

Toutes nos félicitations et bon vent à l'artiste !



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Coopération Canada-Mali : L'Ambassade renforce le dialogue avec ses partenaires



L'Ambassade du Canada au Mali a organisé, le 4 août 2026, une rencontre d'échanges avec ses partenaires chargés de la mise en œuvre de projets. Cette concertation a permis d'examiner les principaux défis de la coopération canadienne dans le contexte actuel du pays.

Plus de 50 participants ont pris part à cette rencontre, en présentiel et à distance. Les travaux ont enregistré la participation de plusieurs responsables, notamment la Cheffe de mission du Canada au Mali, la Directrice du programme du Sahel et le Chef de coopération, aux côtés des représentants des organisations partenaires.

Les discussions ont principalement porté sur les nouvelles mesures législatives encadrant les activités des organisations non gouvernementales au Mali. Les participants ont échangé sur les implications de ces dispositions pour le fonctionnement des ONG ainsi que pour la poursuite des projets financés ou soutenus par le Canada.

La question du suivi des interventions sur le terrain a également occupé une place importante dans les débats. Dans un environnement marqué par des défis sécuritaires persistants, les partenaires ont insisté sur la nécessité d'adapter les mécanismes de mise en œuvre, de renforcer la coordination et de maintenir un suivi rigoureux des activités.

Cette rencontre a ainsi offert aux différents acteurs un cadre privilégié pour partager leurs expériences, identifier les difficultés rencontrées et réfléchir collectivement aux solutions permettant d'assurer la continuité des projets. Elle a également contribué à consolider la confiance entre l'Ambassade du Canada et ses partenaires opérationnels.

À travers cette initiative, la coopération canadienne réaffirme sa volonté de rester attentive aux réalités du terrain et aux préoccupations des organisations partenaires. L'objectif demeure de préserver l'efficacité des interventions et de garantir que les actions engagées bénéficient durablement aux populations maliennes, particulièrement aux communautés les plus vulnérables.

Cette concertation témoigne enfin de l'importance du dialogue et de l'engagement collectif face aux mutations du contexte institutionnel et sécuritaire.

Fatou Sissoko

Gouvernance sécuritaire locale : Bamako mise sur une coopération renforcée



Une session de renforcement des capacités destinée aux élus locaux et assimilés s'est ouverte, ce mardi, dans la capitale malienne. Au-delà de l'acquisition de nouvelles compétences, l'initiative entend consolider une dynamique partenariale en faveur d'une gouvernance sécuritaire plus inclusive, participative et proche des citoyens.

La rencontre mobilise plusieurs acteurs complémentaires. Le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS) assure le leadership institutionnel de la réforme, avec l'accompagnement d'EUCAP Sahel Mali. WANEP-Mali apporte, pour sa part, son expertise dans les domaines de la prévention des conflits, du dialogue et de la participation citoyenne. La Plateforme d'Échange et d'Action (PEA) contribue également à structurer et à renforcer l'engagement de la société civile.

Des élus et responsables de collectivités territoriales venus de Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso et Mopti prennent part aux travaux. Cette diversité géographique doit permettre de confronter les orientations nationales aux réalités vécues sur le terrain, dans des régions confrontées à des défis sécuritaires différents.

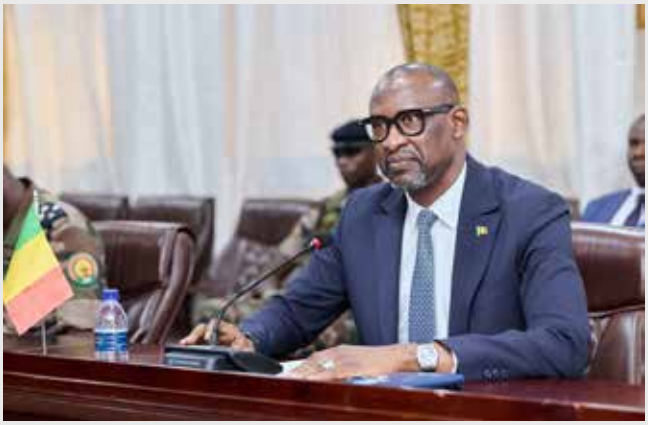
Au centre des échanges figure la nécessité de créer des passerelles durables entre l'État, les collectivités territoriales, les Forces de sécurité intérieure, les organisations de la société civile et les communautés. L'objectif est de favoriser une meilleure circulation de l'information, de renforcer le dialogue et de restaurer la confiance entre les citoyens et les institutions chargées de leur protection.

À travers cette session, les partenaires défendent une approche reposant sur la responsabilité partagée. Les élus locaux, en raison de leur proximité avec les populations, occupent une place essentielle dans l'identification des préoccupations, la prévention des tensions et la recherche de réponses adaptées.

Face à la complexité des menaces, aucune institution ne peut agir seule. La complémentarité des acteurs apparaît ainsi comme un levier indispensable pour bâtir une sécurité durable, ancrée dans les territoires et portée par les citoyens.

Fatou Sissoko

Revue stratégique de l'UNOWAS : Le Mali plaide pour un mandat adapté aux réalités sous-régionales



Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a tenu, le lundi 17 août 2026, une séance de travail avec une délégation de haut niveau des Nations Unies. Il était accompagné du ministre d'État, ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le Général de Corps d'Armée Ismaël Wagué.

La délégation onusienne était conduite par Mme Sahle-Work Zewde, experte indépendante du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et ancienne présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie.

Cette visite de travail intervient dans le cadre de la revue stratégique de l'UNOWAS, engagée dans la perspective du renouvellement de son mandat. Elle vise notamment à évaluer l'action du Bureau onusien et son adaptation aux évolutions politiques, diplomatiques et sécuritaires enregistrées en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Au cours des échanges, les deux parties ont abordé la situation sécuritaire ainsi que les enjeux géopolitiques actuels dans la sous-région. Selon

le ministre Abdoulaye Diop, la question du terrorisme, que les autorités maliennes considèrent comme alimenté par des ingérences extérieures, a occupé une place importante dans les discussions.

La partie malienne a insisté sur la nécessité d'adapter le mandat de l'UNOWAS aux nouvelles réalités sous-régionales. Elle a notamment plaidé pour un meilleur alignement de ses missions sur les priorités exprimées par les États concernés, dans un contexte marqué par de profondes mutations géopolitiques.

Bamako a également demandé que la dimension de la Confédération des États du Sahel soit pleinement prise en compte dans les mécanismes de coopération régionale. Pour la diplomatie malienne, l'émergence de l'AES constitue désormais une donnée incontournable de l'architecture politique et sécuritaire sous-régionale. Cette rencontre traduit ainsi la volonté du Mali de promouvoir une coopération avec les Nations Unies fondée sur le respect des souverainetés et la prise en considération des nouveaux équilibres régionaux.

Moussa Diarra

Sadiola : Quatre présumés cambrioleurs interpellés par la police



Les éléments du Commissariat de police de Sadiola ont interpellé quatre personnes, dont une femme, soupçonnées d'avoir participé au cambriolage d'un bureau d'échange d'or. Les faits se sont produits dans la nuit du 5 au 6 août 2026 dans cette localité minière de la région de Kayes.

À la suite de ce cambriolage, les services de police ont engagé des investigations afin d'identifier les auteurs présumés et de déterminer les circonstances exactes de l'opération. Les premiers éléments recueillis ont permis aux enquêteurs de remonter la piste de quatre suspects, tous de nationalité malienne.

Après plusieurs jours de recherches, les opérations menées par les services compétents ont abouti à leur interpellation le samedi 15 août 2026. Trois des suspects ont été arrêtés à Kayes, tandis que la quatrième personne, une femme, a été appréhendée à Sadiola. Cette arrestation simultanée dans deux localités traduit la coordination mise en place par les forces de sécurité chargées de l'enquête.

Les quatre personnes interpellées sont soupçonnées d'être impliquées, à des degrés qui restent à établir, dans le cambriolage du bureau d'échange d'or. Leur arrestation devrait permettre aux enquêteurs d'approfondir les investigations, de préciser le rôle présumé de chacun et de vérifier l'existence éventuelle d'autres complicités.

Cette opération intervient dans un contexte où les activités liées à l'or attirent régulièrement la convoitise de réseaux criminels. Elle souligne l'importance du renforcement des dispositifs de sécurité autour des bureaux d'achat et d'échange, notamment dans les zones aurifères.

En attendant les conclusions de l'enquête et une éventuelle procédure judiciaire, les quatre personnes bénéficient de la présomption d'innocence. Il appartiendra aux autorités compétentes d'établir les responsabilités sur la base des preuves réunies.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Lutte contre la poliomyélite : Des journées locales de vaccination au service de chaque enfant



Du 14 au 17 août 2026, plusieurs régions du Mali ont organisé des Journées locales de vaccination contre la poliomyélite. Cette campagne, destinée aux enfants âgés de 0 à 5 ans, repose sur une vaste mobilisation des autorités, des services de santé et des communautés.

La lutte contre la poliomyélite demeure une priorité de santé publique au Mali. Pour renforcer la protection des enfants et contribuer à l'éradication de cette maladie invalidante, une nouvelle campagne de vaccination a été menée dans plusieurs localités du pays. L'objectif est de vacciner chaque enfant ciblé, y compris dans les zones éloignées ou confrontées à des difficultés d'accès.

À Mopti, le lancement officiel de la première phase des Journées locales de vaccination de l'année 2026 s'est déroulé le vendredi 14 août, sous la présidence du Gouverneur de la région. La cérémonie a réuni les autorités administratives, les responsables sanitaires, les leaders communautaires ainsi que plusieurs acteurs engagés dans la protection de l'enfance.

À cette occasion, les intervenants ont insisté sur la nécessité d'intensifier les actions de sensibilisation auprès des familles. Les parents ont notamment été invités à faciliter le travail des équipes de vaccination afin qu'aucun enfant âgé de moins



de cinq ans ne soit oublié.

Dans le district sanitaire de Tombouctou, le lancement de la campagne a eu lieu au Centre de santé communautaire de Sankoré. Le Gouverneur de la région était représenté par son Conseiller aux Affaires économiques et financières, Malick Guindo. La présence des autorités locales a témoigné de l'importance accordée à cette opération sanitaire et de la volonté de renforcer la couverture vaccinale.

La mobilisation s'est également poursuivie dans le district sanitaire d'Inékar, dans la région de Ménaka. Les activités s'y sont déroulées dans de bonnes conditions grâce à l'implication conjointe des agents de santé et des acteurs communautaires. Ces derniers jouent un rôle déterminant dans l'information des familles, particulièrement dans les zones où les contraintes géographiques et sécuritaires peuvent compliquer l'accès aux soins.

À Foum-Elba, dans la région de Taoudéni, les autorités administratives, les services techniques, les légitimités traditionnelles, la société civile et les relais communautaires se sont mobilisés autour d'un même objectif : convaincre les familles de faire vacciner leurs enfants. Cette synergie locale constitue un levier essentiel pour lutter contre les réticences, combattre les fausses informations et favoriser l'adhésion des populations.

À Aguel-Hoc, dans la région de Kidal, le lancement local de la campagne s'est tenu le mardi 18 août 2026, sous la présidence du Préfet du Cercle. Organisée par la Direction régionale de la Santé de Kidal, avec l'appui financier de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'UNICEF, l'activité vise à améliorer durablement la couverture vaccinale des enfants.

À travers toutes ces interventions, un message commun est adressé aux parents et aux communautés : la vaccination est un moyen essentiel de protéger les enfants contre la poliomyélite. La réussite de la campagne dépend donc de l'engagement de tous.

Chaque enfant compte, chaque vaccin compte. Grâce à une mobilisation collective et continue, l'objectif d'un Mali sans poliomyélite peut devenir une réalité.

Karamoko B Keita

Opération Dougoukoloko : Les FAMa frappent des positions terroristes à Ménaka et Mopti



Les Forces armées maliennes (FAMa), appuyées par leurs partenaires, ont mené, lundi 17 août 2026, plusieurs frappes aériennes contre des groupes armés terroristes dans les régions de Ménaka et de Mopti. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre de l'opération Dougoukoloko, consacrée à la surveillance, au contrôle et à la sécurisation du territoire national.

Selon un communiqué de l'État-Major Général des Armées, la première opération s'est déroulée dans le secteur d'Andéramboukane, dans la région de Ménaka. Sur la base de renseignements présentés comme précis, plusieurs points de regroupement de combattants appartenant à la coalition terroriste JNIM y ont été détectés.

Les groupes ciblés disposaient, d'après la même source, d'importants matériels de guerre. Après l'analyse et la confirmation des renseignements recueillis, les positions identifiées comme des objectifs d'intérêt militaire ont été visées par les vecteurs aériens engagés dans l'opération. L'État-Major affirme que ces objectifs ont été « traités avec succès », sans toutefois communiquer de bilan humain ou matériel détaillé.

Parallèlement à cette intervention dans le Nord-Est du pays, une autre opération a été conduite à Gathi-Loumo, dans la région de Mopti. Des éléments terroristes se déplaçant à moto ont été repérés par les dispositifs de surveillance des FAMa avant d'être pris en fi-



lature. Après leur identification, les cibles ont également fait l'objet d'un traitement aérien présenté comme réussi par le commandement militaire.

Ces deux interventions simultanées illustrent la volonté des forces de défense et de sécurité de maintenir une pression constante sur les groupes armés actifs dans différentes parties du territoire. Elles traduisent aussi l'importance accordée au renseignement et à la surveillance aérienne dans la conduite des opérations militaires.

L'État-Major Général des Armées précise que les missions de surveillance se poursuivent dans les secteurs concernés. Elles visent notamment à évaluer les effets des frappes réalisées, à suivre les éventuels mouvements des groupes visés et à rechercher toute menace résiduelle susceptible de mettre en danger les populations ou les unités déployées sur le terrain.

Dans son communiqué, le commandement militaire réaffirme la détermination des FAMa à poursuivre les opérations de sécurisation sur l'ensemble du territoire national. Il assure que les forces engagées continueront d'agir avec rigueur, professionnalisme et engagement afin de réduire les capacités opérationnelles des groupes terroristes.

L'État-Major invite enfin les populations à maintenir leur soutien et leur confiance envers les forces de défense et de sécurité. Dans un contexte sécuritaire toujours marqué par la mobilité des groupes armés, la coopération des habitants demeure considérée comme un élément essentiel pour faciliter la remontée des renseignements, prévenir les attaques et renforcer la protection des différentes localités du pays.

Yacouba Ongoiba

Cumul au sommet de l'État : Dr Mahamadou Konaté appelle à la nomination d'un ministre de la Défense





Dans une lettre ouverte adressée au Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, Dr Mahamadou Konaté demande la nomination d'un titulaire à part entière au ministère de la Défense et des Anciens Combattants. Le juriste estime que la prolongation du cumul présidentiel soulève désormais une question constitutionnelle et institutionnelle.

Plus de trois mois après le décès du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Dr Mahamadou Konaté interpelle le Président de la Transition sur la nécessité de mettre fin à la situation exceptionnelle instaurée par le décret du 4 mai 2026. Ce texte confie au Chef de l'État, également Chef suprême des Armées, l'exercice des fonctions de ministre de la Défense.

Dans sa lettre datée du 13 août 2026, le juriste publiciste et universitaire reconnaît que l'émotion provoquée par cette disparition ainsi que les impératifs de continuité du commandement pouvaient justifier une solution provisoire. Toutefois, estime-t-il, l'urgence ne saurait devenir une pratique institutionnelle durable.

Dr Konaté fonde principalement son argumentation sur la Constitution du 22 juillet 2023. Selon lui, celle-ci établit une distinction claire entre la Présidence de la République et le Gouvernement, composé du Premier ministre et des ministres. Cette séparation répondrait à l'exigence de répartition



des responsabilités et de prévention d'une concentration excessive du pouvoir.

Le juriste cite notamment l'article 51, qui dispose que les fonctions de Président de la République sont incompatibles avec toute autre fonction politique, tout mandat électif, emploi public ou activité professionnelle et lucrative. À ses yeux, la fonction de ministre de la Défense constitue incontestablement une responsabilité politique distincte de celle du Chef de l'État.

Dr Mahamadou Konaté réfute également l'argument selon lequel le statut de Chef suprême des Forces Armées permettrait au Président d'exercer directement les fonctions ministérielles. Il rappelle que le Chef de l'État assume des responsabilités stratégiques, tandis que le ministre dirige quotidiennement le département, suit les opérations, administre les structures, supervise le budget, les équipements, la logistique, les ressources humaines et la condition des militaires.

Dans un contexte sécuritaire particulièrement exigeant, le Mali aurait, selon lui, davantage besoin d'un ministre entièrement consacré à cette mission. Le Président de la Transition assume déjà de lourdes responsabilités liées à la continuité de l'État, à l'intégrité territoriale et à la définition de la politique nationale.

L'auteur de la lettre estime, par ailleurs, que le pays dispose de suffisamment d'officiers compétents, de cadres civils expérimentés et de personnalités intègres capables de diriger ce département stratégique. La nomination, le 4 mai dernier, d'un ministre délégué auprès du ministre de la Défense démontrerait également l'existence de compétences disponibles.

Dr Konaté invite ainsi le Président Assimi Goïta à nommer un ministre de la Défense, civil ou militaire, afin de rétablir la cohérence gouvernementale et la pleine effectivité des dispositions constitutionnelles. Une telle décision ne constituerait, selon lui, ni une reculade ni une concession politique, mais un acte de bonne gouvernance.

Pour le juriste, la refondation doit commencer par l'exemplarité au sommet de l'État : « personne, pas même au sommet de l'État, ne doit être plus grand que la Constitution ».

Yacouba Ongoiba

Partenariat public-privé : Les cadres de la Primature outillés sur les nouveaux textes standards



Les cadres de plusieurs structures relevant de la Primature ont entamé, ce lundi 17 août 2026 à Bamako, un atelier de formation consacré aux partenariats public-privé (PPP) et à l'appropriation des nouveaux documents standards élaborés dans ce domaine au Mali.

Cette session réunit notamment des responsables du Cabinet du Premier ministre, du Cabinet de Défense du Premier ministre, du Secrétariat général du Gouvernement ainsi que de la Direction administrative et financière de la Primature. Elle est organisée avec le concours de l'Unité de Partenariat Public-Privé (UPPP), chargée d'accompagner les administrations publiques dans la préparation et la mise en œuvre des projets associant l'État et les investisseurs privés.

Durant l'atelier, les participants seront familiarisés avec plusieurs outils destinés à encadrer les différentes étapes de réalisation des projets en PPP. Les travaux porteront principalement sur la présentation du guide méthodologique, des documents de consultation et du clausier-type. Ces instruments doivent permettre aux services publics de mieux préparer les projets, d'harmoniser les pratiques administratives et de renforcer la sécurité juridique des contrats conclus avec les partenaires privés.

L'objectif principal de la formation est de vulgariser les nouveaux documents standards et de favoriser leur appropriation par les cadres appelés à intervenir dans la conception, l'évaluation, la négociation ou le suivi des projets publics. Leur utilisation doit également contribuer à améliorer la transparence des procédures et à mieux définir les obligations de chaque partie.



À l'ouverture des travaux, le Coordinateur de l'Unité de Partenariat Public-Privé, Issa Hassimi Diallo, a rappelé l'importance stratégique de ce mécanisme dans un contexte marqué par la limitation des moyens budgétaires de l'État.

« Face à la rareté des ressources publiques, le Gouvernement a résolument fait le choix d'associer le secteur privé au financement, à la conception, à la réalisation et à la gestion des grands projets d'investissement public », a-t-il expliqué.

Le recours aux PPP apparaît ainsi comme une solution complémentaire permettant de mobiliser des financements, des compétences techniques et des capacités de gestion au service du développement. Cependant, leur réussite exige une préparation rigoureuse, une répartition équilibrée des risques et un cadre contractuel suffisamment clair pour préserver les intérêts de l'État et garantir la qualité des services rendus aux populations.

Le Directeur de Cabinet adjoint par intérim du Premier ministre, Abraham Bengaly, s'est réjoui de l'organisation de cette formation. Selon lui, l'atelier permettra aux cadres concernés de disposer de documents adaptés aux besoins de la commande publique et conformes aux meilleures pratiques internationales.

À travers cette initiative, la Primature entend renforcer les capacités de ses agents et promouvoir une meilleure maîtrise des règles applicables aux partenariats public-privé. Cette appropriation constitue une étape importante pour assurer une gestion plus efficace, transparente et durable des grands projets d'investissement public au Mali.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

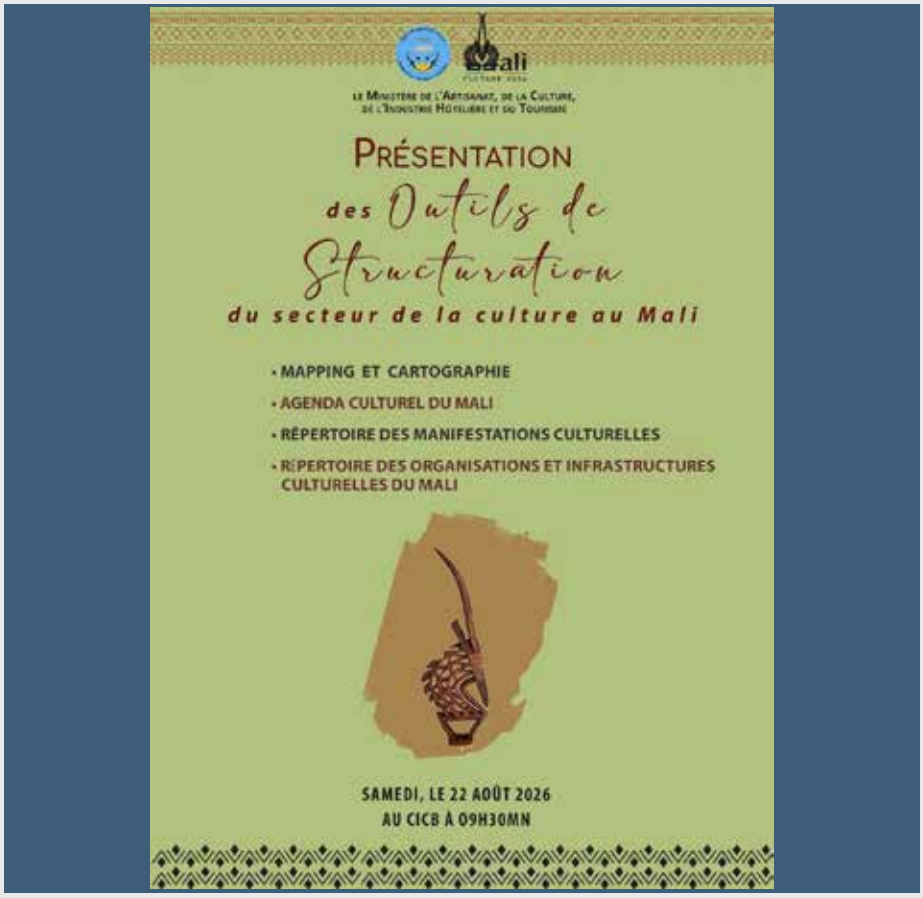
Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Culture au Mali : Des outils référentiels pour structurer et professionnaliser le secteur



Le département chargé de la Culture procédera, le samedi 22 août 2026 à partir de 9 h 30, au Centre international de conférences de Bamako (CICB), à la présentation officielle des outils référentiels de structuration et de professionnalisation du secteur culturel malien.

Cette cérémonie s'inscrit dans la dynamique engagée par les autorités pour améliorer l'organisation, la visibilité et la gouvernance du secteur. Elle intervient à la suite de l'atelier de validation de la classification et de la catégorisation des centres culturels et festivals du Mali.

Les outils qui seront présentés comprennent notamment la cartographie culturelle, l'agenda culturel ainsi que le répertoire national des manifestations, organisations et infrastructures culturelles. Leur mise à disposition devrait permettre de disposer de données fiables et actualisées sur les activités, les équipements et les principaux acteurs évoluant dans le domaine de la culture à travers le pays.

Au-delà de leur fonction informative, ces instruments sont appelés à devenir de véritables mécanismes de gouvernance culturelle. Ils contribueront à une meilleure connaissance du potentiel culturel national, tout en facilitant l'identification des besoins et des opportunités de développement.

Ces outils devraient également favoriser la mise en réseau des artistes, des promoteurs, des festivals, des centres culturels et des organisations professionnelles. Ils permettront, en outre, d'améliorer la coordination des interventions et d'éviter la dispersion des initiatives.

Le dispositif vise enfin à instaurer un dialogue permanent entre l'État, les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers et les professionnels de la culture. À travers cette initiative, le département chargé de la Culture entend poser les bases d'un secteur mieux organisé, plus visible et davantage capable de contribuer au développement économique et social du Mali.

La cérémonie du 22 août marquera ainsi une étape importante dans la construction d'une gouvernance culturelle fondée sur la connaissance, la coordination et la professionnalisation.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Sénégal : La saisine du Conseil constitutionnel relance la polémique sur le contrôle des fonds spéciaux



La saisine du Conseil constitutionnel par le Gouvernement sénégalais au sujet du contrôle parlementaire des fonds spéciaux suscite une nouvelle controverse politique. Pour les détracteurs de l'Exécutif, cette démarche viserait à empêcher l'Assemblée nationale d'exercer un droit de regard sur l'utilisation de ressources publiques traditionnellement entourées d'une grande confidentialité.

Cette initiative intervient après le refus de promulguer la révision constitutionnelle relative à la déclaration de patrimoine du président de la République à la fin de son mandat. L'enchaînement de ces décisions nourrit les critiques sur un possible recul des engagements de transparence, de bonne gouvernance et de reddition des comptes portés par le slogan « Jub, Jubal, Jubanti ».

Les contestataires y voient une véritable volte-face par rapport aux promesses de rupture formulées lors de l'arrivée au pouvoir du nouveau régime. Ils établissent également un lien entre cette évolution et la création du parti présidentiel, accusé de vouloir étendre rapidement son influence grâce au ralliement de maires, d'élus locaux et d'anciens responsables du système politique précédemment dénoncé.

Au cœur de cette polémique demeure une question essentielle : pourquoi le Gouvernement cherche-t-il à contester les initiatives parlementaires destinées à renforcer le contrôle de la gestion des fonds publics ? Pour l'opposition à cette démarche, les fonds spéciaux, malgré leur caractère sensible, ne devraient pas échapper à des mécanismes de vérification adaptés.

Dans ce contexte, Ousmane Sonko et le Pastef sont présentés par leurs soutiens comme le dernier rempart contre une éventuelle utilisation politique des deniers publics. Cette nouvelle confrontation institutionnelle pourrait accentuer les tensions entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale. Le Conseil constitutionnel devra désormais trancher cette question sensible, dont l'issue déterminera largement la portée du contrôle parlementaire sur les fonds spéciaux au Sénégal.

Arouna Sidibé

Mécanisation agricole : Le ministre Cheikhou Oumar Bâ exige des résultats concrets



Le ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, Dr Cheikhou Oumar Bâ, a présidé une séance de travail consacrée à l'accélération des programmes de mécanisation agricole. La rencontre s'est tenue en présence du directeur de la Modernisation de l'Équipement rural (DMER), M. Bounama Dièye, et de ses équipes techniques.

Au cours des échanges, les participants ont examiné l'état d'avancement des différents programmes destinés à renforcer l'équipement des producteurs. Ils ont également passé en revue les résultats déjà obtenus, les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités ainsi que les mesures correctives nécessaires pour améliorer l'efficacité des interventions sur le terrain.

Le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer l'exécution des programmes et de renforcer la coordination entre les services concernés. Il a également demandé la mise en place d'un suivi plus rigoureux des actions engagées afin de garantir une utilisation optimale des moyens disponibles et de mieux répondre aux attentes des exploitants agricoles.

Pour Dr Cheikhou Oumar Bâ, l'administration doit désormais passer d'une logique de simple gestion à une véritable culture de résultats. Cette orientation implique des décisions plus rapides, une meilleure anticipation des difficultés et des réponses concrètes aux besoins exprimés par les producteurs.

La mécanisation agricole représente, en effet, un levier déterminant pour accroître les rendements, réduire la pénibilité du travail et améliorer la compétitivité des exploitations. Elle doit aussi permettre aux producteurs de mieux respecter les calendriers agricoles et d'exploiter davantage de superficies.

À travers cette séance de travail, le département de l'Agriculture réaffirme ainsi sa volonté de faire de la modernisation de l'équipement rural un pilier central de la transformation du secteur agricole et de la marche vers une souveraineté alimentaire durable.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

FEMAFOOT : La convocation de la 53e AGO soulève une contestation juridique



La Fédération malienne de football (FEMAFOOT) a convoqué, par la lettre circulaire n°014/2025-2026 du 17 août 2026, sa 53e Assemblée générale ordinaire statutaire pour le 2 octobre prochain. Si la tenue de cette instance souveraine est saluée, l'ordre du jour annexé à la convocation suscite toutefois une importante réserve juridique.

La principale contestation porte sur l'absence d'un point relatif à l'élection des membres des commissions indépendantes et des organes juridictionnels. Cette omission serait contraire à la décision n°2026-010/CE-FEMAFOOT du 12 mai 2026, par laquelle le Comité exécutif avait créé, à titre exceptionnel, des commissions indépendantes ad hoc.

Dans le préambule de cette décision, le président du Comité exécutif précisait que cette mesure s'appliquait « en attendant la tenue de l'Assemblée générale élective » des membres des commissions concernées. L'article 5 indique également que les missions de ces structures provisoires prennent fin dès l'élection de nouveaux membres.

L'absence de cette élection à l'ordre du jour de la première AGO organisée après la décision du 12 mai est ainsi perçue comme une contradiction avec les engagements réglementaires pris par le Comité exécutif. Elle contribuerait également à prolonger une situation présentée initialement comme exceptionnelle.

Les contestataires invoquent aussi l'article 33, point q, des statuts de la FEMAFOOT, qui prévoit, le cas échéant, l'élection des membres des commissions indépendantes et des organes juridictionnels par l'Assemblée générale.

Pour prévenir toute contestation, la publication rapide d'un additif à la circulaire est proposée. Celui-ci permettrait d'inscrire cette élection à l'ordre du jour et de lancer officiellement l'appel à candidatures. Publié suffisamment tôt, il laisserait aux candidats le temps de déposer leurs dossiers avant l'échéance du 2 septembre et garantirait, selon cette lecture juridique, la régularité du scrutin prévu le 2 octobre.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com